



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE  
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

COMMUNE DE GARDANNE

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**Arrêté n° 2024-2117**

**OBJET : Portant dérogation de tonnage relatif à un convoi exceptionnel pour La Société IB Construction le 11 septembre 2024**

**Le maire de la Commune de Gardanne,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1111-1 à L. 1111-6, L. 2212-1 et L. 2212-2 ;

**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-4, L. 2125-1 et L. 3111-1 ;

**Vu** le Code Pénal et notamment les articles R610-5, R632-1, R634-2, R644-2 et R644-3;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 115-1, L. 141-10, L. 141-11 et L. 141-12 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment ses articles L. 325-1, R. 325-1 à R. 325-52, R. 411-1 à R. 411-8, R. 411-25 à R. 411-28 et R. 417-4 à R. 417-12 ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral des Bouches du Rhône n°2012297-0004 du 23 Octobre 2012, relatif à la lutte contre le bruit ;

**Vu** la décision municipale N°2023-80 concernant la tarification des droits d'occupation du domaine public pour l'année 2024,

**Vu** l'arrêté 2022-168 en date du 15 novembre 2022 portant délégation permanente de fonction et de signature accordée à M. Antonio MUJICA, premier adjoint au maire,

**Vu** la demande de dérogation de tonnage référencée ODP-24-170 en date du 05 septembre 2024, présentée par Mme CAPEAU Lydie, représentant la **Société IB Construction**, sis résidence la Fontana 20 avenue Interaquis 84320 Entraigues sur la Sorgue,

**Considérant** que le pétitionnaire est déjà bénéficiaire de l'arrêté municipal n°2024-1950 relatif à une dérogation de tonnage soumis à une redevance d'occupation du domaine public,

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale de rappeler et de prescrire toutes mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques.

**ARRÊTÉ**

**Article 1 :**

**La Société IB Construction** est autorisée à faire circuler sur les voies publiques de la commune un camion grue de 100 t pour effectuer la mise en place d'une grue au 855 chemin Font de Garach 13120 Gardanne, le 11 septembre 2024 de 9h00 à 20h00.

**Article 2 :**

A aucun moment il ne sera autorisé à emprunter le centre-ville. Le poids lourd se présentera par l'avenue de Mimet, puis par le chemin des Norias et enfin le chemin Font de Garach. Ceci, à l'aller comme au retour.

**Article 3 :**

La sécurité des piétons et des véhicules devra être assurée et toutes les règles de sécurité devront être respectées.

Toutes les mesures appropriées devront être prises pour limiter les nuisances et maintenir propres en permanence les abords du chantier situés sur le domaine public.

**Article 4 :**

Cet arrêté n'est jamais renouvelé tacitement et ne confère aucun droit acquis.

Il appartient aux personnes souhaitant une autorisation d'en formuler en temps voulu la demande.

Ainsi, l'autorité municipale se réserve le droit de suspendre ou de ne pas renouveler l'autorisation d'occupation du domaine public en cas de non-respect du présent arrêté.

**Article 5 :**

Aucune redevance d'occupation du domaine public ne sera perçue conformément à la Tarification des droits d'occupations du domaine public. (N°2023-80)

**Article 6 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements.

**Article 7 :**

Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale et Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire respecter le présent arrêté et de sa transcription au registre des arrêtés.

**Fait à Gardanne, le 05 septembre 2024.**

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès de Monsieur le maire de Gardanne, sis Mairie de Gardanne, cours de la République - 13120 GARDANNE. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le même délai de deux mois à compter, soit de la date de sa notification ou de sa publication, soit à compter de la décision de rejet du recours gracieux, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille sis 31 rue Jean-François Leca – 13002 MARSEILLE.

**Publié le :** 06/09/2024

**Notifié le :**